

# L'environnement et l'hésitant



Jean-François Nadeau

Journal Le Devoir 7 octobre 2024 Chroniques

Le ministre de l'Environnement du Québec ne déçoit jamais. Ainsi, la semaine dernière, lors de sa visite à Ottawa, Benoît Charette est allé se jeter tout droit dans les bras des conservateurs, tout en priant le [Bloc québécois](#) d'acquiescer en entier à ses idées.

Qu'est-il allé plaider, de l'autre côté de la rivière des Outaouais ?

Toujours un peu hésitant, ce qui le rend parfois si attachant, le ministre Charette a argué, une fois de plus, que « le Québec » en fait bien assez pour protéger les caribous forestiers. Autrement dit, il prie Ottawa, au nom de son gouvernement, de le regarder aller et de bien vouloir avaliser, en détournant le regard, le règne du laisser-faire auquel il préside.

Les conservateurs, qu'ils se trouvent à Québec ou à Ottawa, n'ont jamais vraiment brillé par leur engagement envers les questions environnementales. L'histoire des dernières années l'a bien montré. Voilà ce qui pourrait bien expliquer, en plus de son obsession pour l'immigration, l'enthousiasme constant du premier ministre [François Legault](#) à leur égard. Chose certaine, on voit bien de quelle couleur on voit l'avenir de la vie sur terre dans ces partis bleu-gris.

Ancien élu du [Parti québécois](#), successeur de Marie-Chantal Chassé à l'Environnement, M. Charette semble vouloir défendre avant toute chose, au sein du gouvernement où il a fait son nid, une économie d'exploitation et de croissance infinies. Ce n'est pas pour rien qu'il ne cesse de répéter qu'un plan de protection conséquent du caribou met en péril la production forestière. Cette dernière, il la juge prioritaire.

Selon lui, le décret que s'apprête à imposer Ottawa, après des années de laxisme, n'est rien d'autre que le fruit d'une « loi mal pensée ». Mais comment se fait-il qu'au Québec, faute de réflexions conséquentes avec les objectifs de protection, nous en soyons arrivés à passer à côté d'une loi efficace pour préserver ce qui reste des caribous à force de ne regarder que ceux qui sont sur nos vingt-cinq sous ?

Le ministre réaffirme sa volonté avec ce ton feutré qui est à la mesure du bruit que font ses politiques jusqu'ici. Il devient de plus en plus clair que ni le ministre ni son gouvernement n'envisagent qu'un peuplement fragilisé de cervidés puisse entraver les activités forestières. D'où ses avancées, dans ce dossier, sur la pointe des pieds. En un demi-pays où les épinettes ne sont désormais jamais plus grosses que des cure-dents, faut-il croire que tout va gaiement au chapitre de l'environnement ?

Le « développement durable », ce terme à la mode qui enrobe tous les discours, n'est qu'un oxymore pratique permettant à la croissance de se poursuivre sans frein, au service de

l'enrichissement des mêmes, encore et toujours. Pendant ce temps, les disparités économiques se creusent, balayant derrière elles les promesses illusoires d'un avenir radieux pour tous.

À voir aller le ministre de l'Environnement ces dernières années, il est loisible à plusieurs de penser qu'il possède une façon toute personnelle d'envisager la protection de la biodiversité, qui se situe à la limite du faux-semblant. Cela apparaît on ne peut plus clairement dans un de ses dossiers les plus fumants : le projet d'usine de batteries automobile de [Northvolt](#).

Des échanges d'informations et des courriels présentés à la Cour supérieure du Québec révèlent que les fonctionnaires, auxquels le ministre devrait reconnaître une expertise et un sens aigus de l'État, ont manifesté un malaise évident — c'est peu dire — face à sa tendance à détourner le regard afin d'autoriser les avancées précipitées de ce projet. Au moment où le plan de développement hâtif de cette usine de batteries risque de s'enliser en raison des déboires de l'entreprise suédoise, voici ce que des fonctionnaires se disaient entre eux il y a peu de temps :

« On essaie à tout prix de rendre le projet acceptable, alors qu'il ne l'est pas. »

« Ce n'est pas transparent... et c'est un peu croche. »

Certains semblent s'inquiéter d'en être réduits à devoir tout faire « pour que le ministère ne paraisse pas mal ».

« Il faut aussi faire comme si on ne savait pas une information qu'on sait. »

Malgré le tapis rouge déroulé par le gouvernement québécois devant la multinationale Northvolt, ses fonctionnaires constatent pourtant qu'on a tourné « beaucoup de coins ronds ». Les accusera-t-on de s'être enfargés dans les fleurs du tapis ?

Les élus du gouvernement peuvent bien adopter un ton rassurant face à ce déballage de linge sale, mais la situation s'annonce plutôt sombre.

Les documents internes, déposés devant la Cour supérieure, font pour le moins sourciller.

Il ne s'agit pas, pour une fois, de rapports de firmes-conseils rédigés à la hâte dans ce jargon déconnecté auquel on nous a habitués, mais bien de vrais échanges entre de vrais serviteurs de l'État, des gens dévoués au service public depuis des années. Face aux agissements de ce ministre, ils avouent leur désarroi. Et d'une certaine manière, ils montrent leur incapacité à concilier leur rôle de gardiens de l'intégrité de l'État avec la pâtée indigeste qu'on leur ordonne d'avalier.